

«Une nécessité économique»

Elle reste une notion difficile à remplir de réalités et a longtemps connu un écho mitigé tant de la part des syndicats que du patronat: la responsabilité sociale des entreprises, définie communément comme «l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec leurs parties prenantes». Une mentalité de «stakeholder value» dont les principes reposent sur la déclaration universelle des droits de l'Homme, la déclaration relative aux principes et droits fondamentaux aux travail promue par l'Organisation Internationale du Travail, la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement ainsi que la Convention des Nations Unies contre la corruption. Par opposition à la pure optique du «shareholder value», fixée sur le rendement à court terme.

La RSE a fait son chemin dans le monde, comme en a pu témoigner le professeur Klaus Leisinger, PDG de la Fondation Novartis pour le développement durable et conseiller spécial du président des Nations-Unies, Kofi Annan. L'éminent spécialiste ès «business ethics» était l'invité de la Chambre de Commerce hier pour une rencontre autour de la RSE que de plus en plus de compagnies comprendraient selon Leisinger comme un enjeu stratégique, l'élargissement du management au social et à l'environnement et la recherche de solutions «win-win» pour toutes les parties impli-



«La RSE, une nécessité économique»: le séminaire de la Chambre de Commerce avait suscité un grand intérêt

Photo: F. Aussemis

quées augmentant par exemple la productivité des salariés, et la satisfaction des clients et améliorant les relations avec les autorités politiques ainsi que l'image de marque. Bref: la RSE peut mener à l'améliorer la compétitivité d'une entreprise.

Au Grand-Duché aussi, de plus en plus d'entreprises se rallieraient à cette vision qui s'est, selon le Ministre du Travail et de l'Emploi, François Biltgen, propagée de manière renforcée de par le monde suite à l'éclatement de la «bulle» du «New Economy» aux alentours de l'an 2000. Et Biltgen, qui coordonne le soutien public au développement de la RSE de concert avec le Ministre de l'Economie, Jeannot

Krecké, de souligner les efforts déjà entrepris dans ce dossier inscrit dans la déclaration gouvernementale de 2004 et qui fut l'un des grands thèmes de la présidence luxembourgeoise de l'UE au premier semestre 2005.

En 2003 déjà, les fédérations patronales membres de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises signèrent une charte sur le développement responsable.

D'autres s'impliquèrent également, comme la Chambre des Employés Privés, la Caritas et surtout la clc, qui souhaite mettre en place un mouvement national de l'Entrepreneuriat Socialement Responsable assorti d'un «label RSE».

Une «charte pour la responsabilité sociale»

Hier, cinq entreprises - Arcelor Mittal, la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Cargolux, la Confédération Caritas et SES Global - ont signé à la Chambre de Commerce une «charte d'entreprises pour la responsabilité sociale et le développement durable».

Un pas salué par François Biltgen comme un pas important dans la promotion de la RSE, puisque la charte est ouverte à toutes les entreprises opérant au Luxembourg et dans la Grande Région.